

DISCUSSION DU BUDGET 2014 DE LA VILLE

M. le Bourgmestre.- La parole est à M. Close.

M. Close, échevin.- La majorité a souhaité vous présenter son budget avant le début de l'exercice 2014, mais sa confection a commencé dès juillet 2013.

Les trois mots clés de ce budget sont : stabilité, responsabilité et ambition.

Notre budget est extrêmement réaliste. Au fil des ans, les comptes de la Ville ont montré que nous avons sous-estimé les recettes et bien estimé les dépenses.

Notre budget est en équilibre, mais il a demandé un arbitrage sévère. Il vise à préserver l'emploi et à développer les infrastructures publiques.

En temps de crise, notre budget doit être à la fois responsable et réfléchi. Nous avons souhaité maintenir un taux d'investissement élevé, car nous sommes convaincus d'être un levier de relance économique pour la Région et le pays. La Ville de Bruxelles investit 250 millions €. La préparation du budget a été, plus que jamais, un travail de longue haleine nécessitant des arbitrages et des choix politiques. Plus que jamais, les services du département des finances ont fait preuve de créativité pour permettre à la Ville de poursuivre son mode de fonctionnement (maintien de l'emploi) et de continuer à investir pour les Bruxellois. Il est le reflet d'une bonne gestion et de nos choix politiques, que nous voulons sérieux et engagés.

Notre capacité d'investissement est une opportunité qui permet également une solidarité envers les autres communes, dont les habitants profitent de nos infrastructures sportives, d'enseignement ou culturelles.

Le niveau des investissements reste donc ambitieux en 2014, dans la mesure où la Ville affirme son soutien au dynamisme économique dans une période où cela est plus que jamais nécessaire. Considérant que près de 50 % des investissements publics se réalisent au niveau local, la Ville est bien consciente

de son rôle primordial.

De Stad Brussel wist een groot deel van haar investeringscapaciteit te behouden. Die capaciteit wordt aangewend om de demografische uitdagingen het hoofd te bieden. De investeringsmogelijkheden bieden de Stad Brussel bovendien de kans om de inwoners van de andere gemeenten te laten meegenieten van haar infrastructuren.

BUDGET ORDINAIRE

Recettes : 728.181.554,19 €

Dépenses : 728.140.364,06 €

Boni : 41.190,13 €

Les dépenses

Les dépenses budgétées en 2014 augmentent de 2,85 % par rapport à 2013. Les dépenses de personnel représentent près de la moitié des dépenses totales, soit 356 millions €, dont 207 millions de personnel hors enseignement subventionné, soit 28,5 % des dépenses.

Elles augmentent de 2,21% par rapport à 2013 : prévision d'indexation des salaires au 1er août 2014 et engagement de 20 nouvelles puéricultrices pour deux nouvelles crèches situées rue Bruyn et rue Locquenghien qui ouvriront dans le courant du deuxième trimestre 2014.

Nous voulons préserver l'emploi. Avec ses 7.350 employés, la Ville est le plus important fournisseur d'emploi en Région bruxelloise.

In tijden van crisis is het meer dan ooit de taak van de overheid om voldoende werk te blijven aanbieden. Met om en bij de 7.350 werknemers (inclusief het onderwijzend personeel van de Stad, maar zonder de politiediensten, het OCMW en de gemeentelijke vzw's) is de Stad Brussel een van de belangrijkste verleners

van werk in het Brussels Gewest.

L'enseignement reste également une priorité pour la Ville, comptant pour 30 % des dépenses ordinaires, soit 221 millions € (enseignants, employés dans les écoles, mais aussi achat du matériel scolaire, par exemple).

Le « boom » des pensions est un véritable défi financier pour les communes. La réforme ONSSAPL prévoit en effet une prime de responsabilisation pour les pensions des agents statutaires, qui pèse lourd dans les budgets. Un montant identique à celui de 2013 a été prévu, soit près de 3 millions €.

Un effort réel a été consenti pour comprimer au maximum les frais de fonctionnement. Ils augmentent néanmoins de 2,85 %, mais occupent une faible part dans la masse totale, 10,77 %. Les principaux postes en sont l'organisation des élections, les assurances, les frais postaux (sanctions administratives).

Les Recettes

Elles sont en augmentation d'environ 2,84 % par rapport à 2013.

Les recettes fiscales (principale source de financement de la Ville) s'élèvent à 277.137,97 €, soit 39 % des recettes totales ; 75 % des recettes proviennent de trois taxes additionnelles (PRI, IPP et circulation) ; 25 % des recettes fiscales proviennent des taxes communales. Nous avons appliqué notre réelle volonté politique de ne pas toucher aux taux des taxes en vigueur à la Ville, et ce afin d'éviter de grever le budget des ménages bruxellois en période de crise.

La Ville maintient un niveau faible d'additionnel à l'IPP, soit 6 %, cela pour encourager les travailleurs à rester à Bruxelles.

BUDGET EXTRAORDINAIRE

Il se chiffre à 116 millions €. Il privilégie l'investissement public.

Les recettes prévues en désinvestissements et en subsides ainsi que les prêts

octroyés par la Région et d'autres autorités s'élèvent à 32 millions, ce qui porte la charge nette du budget extraordinaire à 85 millions €.

Op het vlak van investeringen blijft de begroting voor 2014 ambitieus, zodat de Stad in deze moeilijke periode het economische dynamisme kan blijven ondersteunen. Dat is vandaag meer dan ooit nodig. Als we zien dat bijna 50% van de overheidsinvesteringen op lokaal niveau plaatsvinden, is het duidelijk dat de Stad Brussel die taak zeer ernstig neemt

Investissements

Sont inscrits 45 millions € d'investissement dans des écoles et des crèches en construction, rénovation et réaménagement, dont :

- la construction d'une nouvelle école maternelle et fondamentale avenue Croix de Feu, permettant l'accueil et la scolarisation de quelque 900 enfants supplémentaires ;
- la création d'une nouvelle école fondamentale néerlandophone dans le centre-ville, (en partie subsidiée par la Communauté flamande) ;
- l'extension de l'école fondamentale Hélicoptère, augmentant la capacité de 110 élèves ;
- la construction d'un bâtiment destiné à accueillir le centre de technologie avancée de l'Institut des Arts et Métiers (pour environ un million d'euros) ;
- des travaux de maintenance dans des écoles de divers niveaux d'enseignement, pour environ 11 millions ;
- la construction d'une nouvelle crèche dans le quartier Masui-Reine, dans le cadre du contrat de quartier ;
- divers aménagements de l'espace public, tels que l'asphaltage des voiries, la réfection des trottoirs et les aménagements pour la sécurité des piétons, pour un montant de 4 millions € ;
- une étude pour le réaménagement de la place du Grand Sablon est également

prévue pour un montant de 300.000 € ;

- le réaménagement du Chemin Vert, qui permettra l'accessibilité du centre sportif de Neder-over-Heembeek ;

- 22 millions d'investissement dans les infrastructures sportives et culturelles. La rénovation du centre sportif de Neder-over-Heembeek a été considérée comme une priorité pour le Collège, qui a décidé d'investir plus de 13 millions € afin de doter ledit centre d'une nouvelle salle de sport, de tribunes, de vestiaires, etc.

- la mise en conformité aux normes de sécurité du stade Roi Baudouin qui, malgré le projet de construction d'un nouveau stade, restera accessible au public pour de grands événements sportifs jusqu'en 2020 ;

- des aménagements aux différentes piscines de la Ville de Bruxelles (bains de Neder-over-Heembeek, de Laeken et du Centre) pour un total de plus de 1 million €, tels que la réfection de toitures et diverses rénovations intérieures ;

- 1 million € pour les grands projets au sein du département urbanisme. La cellule ad hoc sera chargée de piloter, entre autres, le réaménagement des boulevards du centre ;

- un budget de 15 millions € sera consacré à divers projets d'amélioration des services publics et d'embellissement des infrastructures ;

- l'acquisition de matériels et des projets d'embellissement des espaces verts, et la rénovation de locaux pour l'amélioration des conditions de travail des ouvriers desdits espaces verts (1,8 million €) ;

- l'achat de matériel, l'aménagement et la rénovation de locaux pour les services de proximité de la propreté publique (près de 1 million €) ;

- les investissements dans le cadre des contrats de quartier (près de 11 millions) ;

- 2 millions € ont été inscrits au budget pour l'isolation de toitures prioritaires, cela dans une optique de diminution des coûts et de rationalisation des dépenses énergétiques. Plus que jamais, la Ville s'inscrit donc dans une optique de développement durable.

Malgré ces investissements, notre dette ne représente que 9,16 % des dépenses totales. Ces proportions restent constantes depuis plusieurs années.

Conclusion

Nous souhaitons maintenir l'emploi public et local, participer ainsi au plan de relance de notre Région, maintenir nos investissements, attirer les classes moyennes contributives, poursuivre la rénovation urbaine, développer les infrastructures collectives, ne pas alourdir la charge des impôts.

Nous espérons que l'application de la norme SEC 95 ne nous contraindra pas à revoir nos politiques d'investissement.

Je signale une erreur à la page 34 du rapport : le nombre d'A9 (directeurs généraux) à la Ville n'est pas de 31, mais de 9.

M. le Bourgmestre.- Un amendement au budget extraordinaire a été déposé. Il sera distribué aux membres du Conseil.

[...]

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, wij hebben met veel aandacht geluisterd naar uw verklaring. Mochten wij al deze engagementen terugvinden in de begroting die voorligt, zou dat fantastisch zijn. Wij hebben goed gehoord dat u openstaat voor een constructieve oppositie, dus bij deze een constructieve commentaar.

Ik zal het daarbij eerst hebben over de inkomsten, daarna over de gewone begroting, om af te sluiten met de buitengewone en meerjarenbegroting. Een aantal van mijn collega's zullen aanvullend dieper ingaan op enkele specifieke bevoegdheden.

Mijn eerste aandachtspunt betreft de inkomsten.

De ontvangsten stijgen. Algemeen is er een stijging van 2,84% en dit zonder de belangrijkste belastingen te verhogen, zijnde de opcentiemen op de roerende voorheffing en de personenbelasting. Elk goed voor 179, 24 miljoen euro.

De verwachte stijging van de inkomsten uit de roerende voorheffing met 10 miljoen is goed nieuws. Vooral daar dit het gevolg is van een betere samenwerking tussen de FOD Financiën en de diensten van de stad. Dat hierdoor de inkomsten van de stad toenemen, kan alleen maar toegejuicht worden.

Zelfs de verwachte inkomsten uit de personenbelasting – die ook niet wijzigt – nemen toe. Er is een stijging van 1,7%. Deze stijging mag ons echter niet op onze lauweren doen rusten. De laatste jaren ligt de gemiddelde groei van de Brusselse bevolking rond de 3%. De cijfers tonen dan ook jaar na jaar aan dat de Brusselse bevolking verarmt. Een alarmbel voor het College om in te zetten op een daadkrachtig werkgelegenheids- en sociaal beleid.

Ook de gemeentelijke belastingen stijgen en zijn nu goed voor 69 miljoen euro.

Die stijging is vooral te wijten aan de uitbreiding van de grondslag van de belasting op kantooroppervlakten. Op deze belasting kom ik straks nog terug.

De belasting op kantooroppervlakten zijn verre van de enige belastingen. In het meerderheidsakkoord lazen we met veel belangstelling de passage over “een intelligente fiscaliteit, die aanzet en ontraadt, boven de herverdelende functie”.

En ik wil het College expliciet herinneren aan zijn beloftes hierover. Er zou namelijk nagedacht worden over :

- het afschaffen van een reeks taksen die omslachtig administratief werk vergen en weinig inkomsten opleveren;
- een aanmoedigende fiscaliteit ontwikkelen voor de opwaardering van het gebouwenpatrimonium;
- een retributie optimaliseren voor de inname van het publiek domein naar aanleiding van privéwerven;
- de impact evalueren van de belasting op artistieke, culturele en sportieve

- opvoeringen en desgevallend een reorganisatie doorvoeren;
- de belasting verhogen op kansspelzalen en gokkantoren. Ik vrees echter dat dit niet mogelijk is want dit is een federale materie.
- De belasting op uithangborden reorganiseren.

Bij de bespreking van de vorige begroting vroeg onze fractie naar een stand van zaken. We zijn nu een jaar verder en wij kunnen niet anders dan het volgende vaststellen.

Van een afschaffing van een belasting is tot op heden geen sprake.

Het belastingreglement op nieuwbouw, herbouw en de verandering van gebouwen werd op 4 november goedgekeurd, niet alleen voor 2014, maar ook voor 2015 en 2016, zonder noemenswaardige wijzigingen. Het uitgangspunt van de belasting is jammer genoeg nog steeds de overlast die ze inzake veiligheid en netheid teweegbrengt. Van een stimulerende fiscaliteit die de Brusselaars of ondernemers aanzet te investeren in het patrimonium van de stad, is nog geen sprake (inkomst voor de stad van 1 miljoen euro of een kost voor de bouwsector). Een stimulerend beleid kan extra inkomsten genereren uit de roerende voorheffingen.

Hetzelfde geldt voor het belastingsreglement voor de ingebruikname van de openbare weg (goed voor 1,3 miljoen euro inkomsten). Een hervorming van de ene belasting kan moeilijk losgekoppeld worden van de andere. Het lijkt onze fractie dan ook nuttig na te gaan in welke mate deze belasting een belemmering is voor de ondernemingen die werkzaamheden uitvoeren in Brussel en zo vaak bijdragen aan het patrimonium van de stad. In dat opzicht kan misschien de afschaffing van de belasting voor het plaatsen van containers overwogen worden. Ik heb eens de berekening gemaakt. Het gaat om 5300 containerdagen en een inkomst van 80.000 euro. Het lijkt ons dat de nadruk hier vooral ligt op het geven van een toestemming, zodat de nodige veiligheidsmaatregelen genomen kunnen worden, eerder dan de bijdragen van 15 euro per dag en alle administratieve rompslomp die daarmee gepaard gaat.

Ook voor wat betreft de belasting op de culturele, artistieke en sportieve opvoeringen, wachten we op een evaluatie. Het enige wat wel gelukt is, is de afschaffing van de belasting voor de evenementen die de stad zelf organiseert of mee organiseert, wat niet de bedoeling kan zijn.

De belasting op gokkantoren, paardenrennen, zou worden verhoogd. Die is nu goed voor 6000 euro. Als ik eens de berekening maak, dan stel ik vast dat je voor 6000 euro 8 agentschappen nodig hebt die het hele jaar open zijn tegen een aanslagvoet van 62 euro per jaar. Op 4 november werd het belastingreglement goedgekeurd voor de periode 2014-2016, zonder enige wijziging. Ik denk dat hier geen enkele fractie de mening toegedaan is dat er te weinig gokkantoren zijn. Onze fractie vraagt dan ook dat dringend werk gemaakt wordt van de hervorming van deze belastingen en dat ze effectief een middel worden om te ontraden, dat de inkomsten reëel herverdeeld kunnen worden, want het zijn net de armere bevolkingsklassen die vaak daarin belanden en die, ook al is dat relatief, te lijden hebben onder deze economische activiteit.

De uithangborden aan het zuidpaleis werden wel heringericht, maar van de beloofde reorganisatie van de belasting op de uithangborden is ook hier geen sprake. Bovendien zou het een goede zaak zijn, met de Times Square-plannen van de nieuwe burgemeester in het achterhoofd, een discussie ten gronde te voeren over de plaats van de reclame in het straatbeeld, meer bepaald de “vermarkting” van de openbare ruimte.

Naar aanleiding van deze begrotingsbespreking en bij gebrek aan ambitie van het College wil de Ecolo-Groenfractie een concrete aanzet geven om het debat over de gemeentebelastingen te openen. Wij hebben de gemeentebelastingen onderverdeeld in drie categorieën : namelijk de belastingen die weinig tot niets opbrengen, de belastingen die hun effect missen en de belastingen die in de toekomst onder druk staan of problemen kunnen veroorzaken.

Ik vermeld ten eerste de belastingen die niets opbrengen.

1. De belasting op de aansluiting op de riolering : 1000 euro ingeschreven

voor 2014.

2. De belasting op openbare verkoopzalen in roerende goederen : 13.000 euro.
3. De paardenwedrennen: 6000 euro (8 zalen en dat blijft stabiel).
4. De belasting op de administratieve documenten, zijnde vignetten en lastenboeken bracht minder dan 20.000 euro op.
5. De belastingen voor de overleden Brusselaars moeten dringend herzien worden : het gaat over 10.000 euro inkomsten voor opgravingen; 500 euro voor het gebruik van de wachtkamer; 30.000 euro voor het verblijf in het lijkenhuis en daar komt nog de belasting op het lijkenvervoer bij, dat wel aanzienlijk is, namelijk 170.000 euro. De Ecolo-Groenfractie stelt voor deze vier verschillende belastingen te hervormen tot één enkele belasting en zo de administratieve last voor de nabestaanden van de overledenen en voor de administratie te reduceren.

Ten tweede, zijn er de belastingen die hun effect missen. Ik vermeld ze in de context dat belastingen een stimulerend karakter moeten hebben.

1. De belasting op nachtwinkels zal in 2013 een pak meer opbrengen dan voorzien en de verwachtingen zijn dat na de 25 nieuwe nachtwinkels in 2013 er ook in 2014 nog zullen bijkomen. Onze fractie is dan ook de mening toegedaan dat er meer nodig is dan het heffen van belastingen. Er zijn immers teveel nachtwinkels en vaak is er daar inderdaad sprake van witwaspraktijken, maar ook van illegale tewerkstelling of tewerkstelling in zeer slechte omstandigheden. Toch is onze fractie niet gekant tegen nachtwinkels op het grondgebied van de stad Brussel, die in sommige wijken ook een sociale rol
2. kunnen spelen en soms zelfs een gevoel van veiligheid kunnen geven. Wij verwachten dan ook een beleid. Een beleid dat ervoor zorgt dat het aantal nachtwinkels wordt teruggedrongen (in samenwerking met de bevoegde sociale instanties), dat er werk gemaakt wordt van de vermindering van de

overlast die de nachtwinkels veroorzaken (voldoende inkomsten voor een beleid, namelijk 800.000 euro,) zodat de nachtwinkels die er nu zijn en de regels naleven daar de vruchten van kunnen plukken.

3. We zien een gelijkaardige stijging bij de belwinkels. Waar in de begroting van 2013 nog 450.000 euro begroot werd, zien we in de rekeningen van 2012 dat we dat aantal mogen bijsturen naar 600.000 euro. We zien ook dat veel van die belwinkels, quasi nachtwinkels worden en soms ook omgekeerd. Het lijkt ons dan ook de overweging waard om één belastingreglement, gekoppeld aan een beleid, uit te werken. Ze zijn immers overlappend. Zo ook heel concreet dat de 200 euro per toestel naar een vast bedrag wordt gebracht van 2000 euro per winkel per jaar, zoals voor de nachtwinkels.
4. De belasting op reclameboekjes. Als we kijken naar de rekeningen van 2012 stellen we een stijging vast. We leven echter meer en meer in een digitaal tijdperk. Als deze belasting al een ontradend effect zou hebben, dan wordt dat zeker geneutraliseerd door de massa aan spam en digitale reclame die in onze e-mailbussen terechtkomen. Het gaat om 1,3 miljoen aan inkomsten. Tegen 0,06 euro per reclameboekje maakt dat 22 miljoen reclameboekjes voor 160.000 Brusselaars, dat wil zeggen dat elk gezin minstens dagelijks een reclameboekje in de bus krijgt (zelfs op zondag). De Brusselaars hebben daar geen boodschap aan. De natuur nog minder en de reclameboodschap van de ondernemingen mist haar effect. Een verhoging van 0,01 euro zou 225.000 euro bijkomende inkomsten genereren. Indien er niet minder gepubliceerd worden en in de veronderstelling dat de reclamebureaus niet meer willen spenderen, zouden er 15.000 boekjes minder geproduceerd worden. Ook die belasting moet worden herzien. Men mag ze niet beschouwen als loutere inkomsten voor de stad.
5. De belasting op de banken en verdeelapparaten genereert jaarlijks

ongeveer 130.000 euro. Er is echter een probleem met betrekking tot het aantal bankautomaten in het centrum. De files zijn niet meer te overzien. We zien dat nu vooral in het kader van *Winterpret*. Er is werkelijk overlast, niet door het bestaan van de bankautomaten, maar eerder door het gebrek aan bakautomaten. Nergens kan je geld afhalen, vaak zijn er problemen bij de bestaande automaten en het betalen met de kaart is jammer genoeg nog te weinig ingeburgerd. Onlangs nog kondigde Belfius aan al zijn bankautomaten weg te halen uit de metrostations. Onze fractie vraagt geen afschaffing van deze belasting, maar wel dat er gezocht wordt naar een oplossing. Het lijkt ons absurd dat de banken die ervoor kiezen om nog een automaat te hebben net daarvoor gestraft worden. Daarnaast is het uiteraard ook duidelijk dat een belasting van 100 euro per jaar niet het probleem is voor de banken. Ze voelen dat nauwelijks.

6. Een belangrijke belasting is die op de niet-hoofdverblijfplaats. We zien in de rekeningen dat die belasting in 2012 goed was voor 174.000 euro aan inkomsten. Dat betekent dat er slechts 174 mensen in Brussel zouden wonen die Brussel niet als hoofdverblijfplaats hebben. Ik denk dat we het er allemaal over eens kunnen zijn dat dit geen realistisch getal is. Anderzijds is de aanslagvoet van 1000 euro misschien ook te hoog en werkt dat de ontduiking in de hand. Brussel bevindt zich in de middenmoot in vergelijking met de andere gemeenten, maar ik heb geen zicht op de inning noch op het aantal aangiften in de andere gemeenten van Brussel, noch van België. Onze fractie is de mening toegedaan dat belastingen rechtvaardig en herverdelend moeten zijn. Daarom vragen wij het college om in 2014 een omstandige analyse te maken van deze belasting en dan ook een concreet stappenplan voor te leggen zodat alle inwoners van Brussel naar vermogen bijdragen aan het welzijn en de levenskwaliteit van deze stad.
7. Ook wat betreft de belastingen op sluikestorten en wildplassen is het

plafond nog niet in zicht. De Ecolo-Groenfractie herhaalt dan ook dat een repressief beleid alleen niet zal helpen en dat er meer nodig is om de mentaliteit van de Brusselaars te wijzigen. Wij kijken uit naar de dag waarop deze belasting minder zal opbrengen.

8. De administratieve boetes brengen ongeveer 500.000 euro in het laatje. Dat is een verdubbeling in vergelijking met de rekening van 2012. De kosten gekoppeld aan het innen van de GAS-boetes lopen echter ook op. Zo lopen de frankeringkosten voor het aantal aangetekende zendingen met betrekking onder andere tot de GAS-boetes op tot 1,1 miljoen euro, een stijging van 100.000 euro. De deurwaarderskosten in het kader van de GAS-boetes zijn verdubbeld in vergelijking met 2012 tot 100.000 euro. Fundamenteel stellen wij de manier waarop de opgerichte cel voor de GAS-boetes in het leven is geroepen en zichzelf moet financieren ter discussie. Mijn collega, Catherine Lemaitre, zal dan ook begin volgend jaar terugkomen op de evaluatie van dit systeem en op de implementatie van de nieuwe wet Milquet die dan in werking is getreden.
9. Het belastingreglement vond ik jammer genoeg niet terug (misschien omdat het een retributie is), maar de belasting op terrassen en uitstallingen is een terechte belasting daar er hier zeker sprake is van overlast op het vlak van verkeersveiligheid, openbare rust, afval, enzovoort. Toch vragen wij dat er een actief beleid gevoerd wordt dat het naleven van de regels waarborgt. Terrassen vormen vaak een probleem voor de mobiliteit van zowel ouders met een buggy als van mensen met een beperkte mobiliteit en ouderen. De toegankelijkheid van deze stad is van prioritair belang. We zien dat schepen Ampe de verkeersveiligheid van de voetgangers zal onderzoeken. Volgens ons moet dit aspect zeker mee in rekening worden gebracht. Daarnaast mag een gezellig plein geen overlast en in het ergste geval niet de vlucht van de omwonenden tot gevolg hebben. Sint-Goriks is al lang een probleem en veel beterschap is er nog steeds niet in zicht.

Bovendien breidt het probleem zich nog uit. Ik wil het College er dan ook attent op maken dat de situatie in de Vlaamse Steenweg met argusogen gevolgd moet worden en dat er gewaakt moet worden over het toekennen van de vergunningen aan horecazaken zodat het evenwicht tussen horeca, handel en wonen in de stad gehandhaafd blijft.

Tot slot zijn er de belastingen die problemen kunnen geven.

1. Belasting op zendmasten, gsm-antennes (500.000) euro. Deze worden aangevochten door Belgacom en Belgacom blijkt dit te winnen daar ze argumenteren dat de gsm-masten een openbare dienstverlening betekenen.
2. De verwachte inkomsten uit de belasting voor de afgifte van administratieve documenten (Id-document, vergunningen, uittreksels, toelatingen) neemt met een derde toe. In 2012 ging het namelijk om 2,9 miljoen euro en in 2014 verwacht men 4,4 miljoen euro. In november liet schepen Courtois nog een stevige herziening goedkeuren, waarbij heel wat bedragen sterk de hoogte in zijn gegaan. Een ervan was het openen van een vreemdelingendossier, een belasting die in Antwerpen geschorst werd wegens onwettig. Een zogenaamde benchmarking met andere gemeenten is in de feiten een belastingverhoging. Dat blijkt immers uit de inkomsten.

De belasting op kantooroppervlakten, goed voor ongeveer 17 miljoen euro kwam vandaag in opspraak omdat er concurrentie optreedt met de buurgemeenten. Het gewest wil een harmonisering voor alle gemeenten. Ook de stad Brussel moet nadenken over waar ze naartoe wil met die kantoorbelasting, vooral om te voorkomen dat de werkgelegenheid wegtrekt uit de stad.

Dat was de constructieve bijdrage van Ecolo-Groenfractie op het vlak van de belastingen van de stad. Ik hoop dat het College daar straks een antwoord op kan geven en dat de discussie ten gronde daarover verder kan worden gevoerd in het volgende begrotingsjaar.

Wat betreft de uitgaven herhalen wij ons verzoek van vorig jaar. U verwees in de

sectie naar de vier alinea's uitleg die gegeven werd in het rapport over de begroting 2014. Meerdere raadsleden, onder wie mezelf, hebben er al op gewezen dat de stad Brussel voor verschillende uitdagingen staat. Ik denk in de eerste plaats aan de *boom* van de pensioenen.

We vinden nog altijd dat er effectief nood is aan een personeelsplan waarbij een overzicht gegeven wordt van de verschillende parameters van het personeel zowel wat betreft de uitdagingen op het vlak van de vergrijzing (en de vervangingen), als op het vlak van de financiële uitdagingen (pensioenlasten) waar de stad voor staat. Het is dan ook absoluut niet voldoende om te verwijzen naar een halve pagina uit het verslag om daarmee aan te tonen dat wij ons als gemeenteraadsleden afdoende kunnen informeren over de toestand van het personeel en de financiële implicaties daarvan.

Bij de gewone begroting zien we een aantal opmerkelijke stijgingen.

De erelonen (122) : stijging met 33% of 1 miljoen euro naar 4,3 miljoen euro.

Het gaat om erelonen voor expertises die ten opzichte van de rekening 2012 gestegen zijn met 200.000 euro naar 278.000 euro; de erelonen van de advocaten die ten opzichte van de rekening 2012 gestegen zijn met 150.000 euro naar 819.000 euro (+ 25%); de erelonen voor andere prestaties die ten opzichte van de rekening 2012 gestegen zijn met 200.000 euro naar 828.000 euro (+ 33%).

Wat zijn daarvan de oorzaken?

Daarnaast zien we eenzelfde stijging bij de administratieve kosten. Die behelzen de kantoorbenodigdheden die gestegen zijn met 600.000 euro (+ 28%) naar 2,8 miljoen euro; de frankeringkosten die een stijging van 10% vertonen, namelijk 160.000 euro ten opzichte van de rekening 2012 naar 1,3 miljoen euro; de beheerskosten informatica die een stijging vertonen van 1,5 miljoen of 9% naar 18,8 miljoen euro.

De technische benodigdheden voor rechtstreeks verbruik : stijging ten opzichte van de rekening 2012 met 1 miljoen euro of 25%, naar 5,7 miljoen euro, onder andere voor de huur van containers voor het onderbrengen van leerlingen.

Er is een stijging voor de prestaties van derden eigen aan de functie, van 2,2 miljoen euro, of 40%, naar 7,4 miljoen euro.

Het bedrag voor de huur en het onderhoud van de technische behoeften is verdubbeld naar 670.000 euro.

De onderhoudskosten van de gebouwen lopen enorm op, maar dit wordt gelukkig enigszins getemperd door de mindere uitgaven voor energie.

Wat zijn de redenen voor die diverse sterke stijgingen? Wij vragen het College om toch een inspanning te doen om die algemene kosten in de toekomst onder controle te houden.

De overdrachten verschillen weinig met die in 2013. We zouden dit kunnen bejubelen, maar gelet op de indexsprong in 2014 (ondanks een lage inflatie), en het feit dat er al meerdere jaren geen index wordt toegekend, dalen de reële beschikbare middelen. Het zijn vooral de kleinere gesubsidieerde vzw's in de culturele sector die te lijden hebben onder deze verdoken vorm van besparing. De overdrachten aan de politiezone vertonen jaar na jaar een aanzienlijke stijging. We stellen vast dat ook deze stijging, die dit jaar 4 miljoen bedraagt, een stuk boven de jaarlijkse vrijgegeven provisie ligt (net geen 1 miljoen euro) en ook hoger ligt dan de stijging van de federale dotatie (+ 2 miljoen naar 108 miljoen euro).

Ook hier vragen wij dat erop toegezien wordt dat die kosten onder controle blijven.

Algemeen is het al langer een strategie van de stad om haar beleid en verschillende van haar taken uit te besteden aan stedelijke vzw's. Zo zien we een sterke stijging van de subsidies aan BRAVVO, namelijk 500.000 euro. De totale subsidie bedraagt 11 miljoen euro. BRAVVO levert op verschillende domeinen zeer goed werk. Ik denk aan de preventie bij jongeren, het veilig houden van buurten en ga zo maar door. Toch maken wij ons zorgen over het feit dat heel wat van de bevoegdheden van de stad inzake veiligheid aan BRAVVO worden uitbesteed en zich in deze vzw mengen met het beleid inzake jeugd,

wijkcontracten, enzovoort.

In verband met de verschillende subsidiepotjes, die alweer aangedikt zijn, verwachten wij van de schepenen een subsidiereglement dat kadert binnen een beleid voor elk van de bevoegdheidsdomeinen.

Het potje van mevrouw Lemesre, 52009/32201, stijgt naar 850.000 euro (handelaarsverenigingen, buurtwinkel, verfraaien gevels handelspanden). Wij wachten nog altijd op een concreet beleid voor de besteding van de subsidiegelden ten gunste van de Brusselaars.

Ik sluit af met de buitengewone investeringen. Een investeringsbegroting van nagenoeg 117 miljoen euro is aanzienlijk. De ontvangsten van de hogere overheden bedragen 31,9 miljoen euro. Er is een nettolast voor de stad van 85 miljoen euro.

Dat is ten dele een antwoord van het College op onze kritiek bij de vorige begroting, waarbij de stijging van de investeringen volledig werd gedekt door de hogere overheden. Het is duidelijk dat de financiële situatie van de stad niet dramatisch is. De impact van de vergrijzing is vooralsnog onduidelijk en zal de financiën onder druk zetten. Vandaar onze eerdere vraag naar een personeelsplan, waarbij de risico's worden ingecalculeerd. Maar wat wij ook zien in deze begroting is dat verschillende investeringen naar het einde van de zittingsperiode worden doorgeschoven. Ze staan erin, inderdaad, maar we weten ook hoeveel vertragingen er in het verleden zijn opgelopen. We hopen vurig dat projecten zoals het Poulaertplein, Peruche, Agora niet op de lange baan zullen worden geschoven.

In verband met het meerjarenplan zien we opnieuw dat er zwaar wordt geïnvesteerd in het administratief centrum, namelijk 3,3 miljoen euro voor de periode 2014-2017, maar een beslissing omtrent de toekomst van de administratie blijft uit. Mevrouw Nagy heeft het College al verschillende keren met aandrang gevraagd om het debat daarover te laten voeren, maar ondertussen blijven we investeren zonder een beslissing te nemen.

Wat met de studies voor grote projecten? In vorig begrotingsjaar was er voorzien in 100.000 euro en dit jaar in 1 miljoen euro. Het blijft bij studies. We horen wel de plannen voor Times Square, een verkeersvrij Beurs- en Brouckèreplein, een autovrije Anspachlaan, maar uit de cijfers blijkt dit nog niet.

Als de vraag gesteld wordt wanneer er werk zal worden gemaakt van de heraanleg van het Beursplein, wordt er geantwoord dat eerst het Beursgebouw zelf moet worden hernieuwd. We zien dat er wel concreet een krediet ingeschreven is voor de heraanleg van de sokkel. De heraanleg van het Beursplein blijft een aankondiging en zou gebeuren na de hervorming van het Beursgebouw tot een biertempel. Het College vond het namelijk absurd eerst de werkzaamheden aan het plein te doen en daarna de biertempel aan te pakken om eventuele schade en dergelijke te voorkomen. Nu blijkt dat men eerst de straten rondom de Beurs zal heraanleggen, behalve het plein en dan zal beginnen aan de biertempel. De cel “grote projecten” zal er wel niet meer komen, maar in ieder geval is het de hoogste tijd dat er een project komt voor het centrum en dat er een kalender wordt opgesteld. Wij zijn alvast vragende partij om het debat te voeren voor de heraanleg van het centrum teneinde de levenskwaliteit in de stad te verhogen.

Heel wat pleinen, Het Poulaertplein, de Zavel, de Grote Markt, Agora, de Grasmarkt en het Barricadenplein worden verschoven naar 2017.

We herhalen dus onze vraag naar een realistische planning en budgettering. Mevrouw Nagy kreeg cijfers voor het Muntplein. Men zit daar aan 6,7 miljoen euro.

We zien ook een investeringsbudget voor de Sint-Katelijnekerk. Het is echter onduidelijk of het hier gaat om een renovatie gekoppeld aan een nieuwe bestemming van de kerk, of om een loutere gevelrenovatie?

Er is een budget van 4 miljoen ingeschreven voor de binnenrenovatie van de Zavelkerk, maar dat blijkt niet prioritair te zijn.

De heraanleg van de Nieuwstraat is van prioritair belang als economische ader

van de stad. Er liggen plannen op tafel. Wij zullen op de voet volgen hoe die gerealiseerd zullen worden. Opnieuw zullen de beslissingen voor de heraanleg van de centrale lanen een invloed hebben op de Nieuwstraat.

Bij de algemene diensten gaat 26 miljoen euro van de totale investeringen naar GIAL. In het huidige meerjarenprogramma staat nog eens 7 miljoen euro ingeschreven voor informaticamateriaal, kabels, plannen en projectstudies. We zien verder geen cijfers, maar ook in de vorige meerjarenbegroting stond op deze posten 4 miljoen euro ingeschreven. In de sectie bleek bovendien dat de uitgaven niet bedoeld zijn voor deze omschreven, maar dat dit gaat om aankoop van software en licenties. Wij vragen dat de investeringen inzake informatica op een transparante manier ingeschreven worden in de begroting, als begin, maar wij vragen daarenboven dat er in eerste instantie een verslag wordt opgesteld dat ons in staat stelt de goede besteding van deze enorme pot aan middelen te controleren en er desgevallend een audit te laten uitvoeren.

Op het vlak van openbare werken wordt er voorzien in een investering voor geautomatiseerde paaltjes. Gaat het om nieuwe paaltjes of nog altijd om de oude soort? Er is opnieuw een klein miljoen ingeschreven voor beweegbare paaltjes.

Wat met de evaluatie?

In 2014, 2015 en 2017 gaat 100.000 euro naar mobiliteitsstudies.

Er wordt 4 miljoen geïnvesteerd in de veiligheid van de voetgangers en dat is zeer positief. Onze fractie zou graag weten wat er met die middelen gebeurt.

De werkgelegenheidsbus is uit de begroting verdwenen. We hopen dan ook dat La Maison de l'Emploi effectief tot de aankoop is overgegaan. Buiten de specifieke werkgelegenheidsprojecten in het kader van de wijkcontracten vinden we echter geen investeringen terug die de werkgelegenheid een boost kunnen geven. Waar blijft de investering in een herbronning? Wij blijven hameren op een investering in de economisch sector van het herverbruik, zeker als deze stad wil investeren in het gebouwenpatrimonium

De burgemeester heeft het in zijn verklaring gehad over de samenwerking met

het gewest op het vlak van water in het kader van de alliantie werk-leefmilieu. Ik hoop dat er effectief werk van wordt gemaakt en dat de stad zich inschrijft in die alliantie.

Hoeve staat het met de beloofde opleiding in het kader van de werven die door de stad worden gepland? Neemt de stad hier de coördinatie in handen?

Ik hoop dat die investeringen van 300.000 miljoen euro ten goede zullen komen van de Brusselaars en dat er voor hen effectief jobs zullen komen in die verschillende bouwprojecten.

Op 15 april 2013 werd ons een beleidsplan met budgetten van de bevoegde schepenen beloofd, maar we vinden dat jammer genoeg niet terug.

Als het gaat over de concrete problemen inzake jongerentewerkstelling hoop ik dat de MR daar een samenwerking met het Gewest kan opstellen.

Op het vlak van onderwijs ben ik blij dat de discussie over de centen voor een nieuwe basisschool in het centrum van de stad afgerond lijkt te zijn en dat er via de hogere overheden voor 1,2 miljoen kredieten zijn gevonden. Of die school er echt zal komen, is nog onduidelijk alsook of het een Nederlandstalige of een Franse school zal zijn. Ik ben zeer benieuwd naar het concrete project dat daarachter schuilt .

We zien ook dat het College de investeringen in scholenbouw voortzet (Vuurkruisenlaan, Helihaven, Wittouck), maar anderzijds dat bestaande projecten worden uitgesteld. Voor Péruche bijvoorbeeld worden de investeringen naar 2017 doorgeschoven, met het risico dat men hierdoor subsidies kwijt zal spelen.

Mevrouw Jellab zal het straks nog uitgebreid hebben over het aspect onderwijs. Ik sluit af met te stellen dat het voor onze fractie belangrijk blijft dat deze stad nu eindelijk knopen doorhakt. Er is een stilstand geweest van een jaar. Het wordt tijd dat de beloften en het aankondigingsbeleid worden omgezet in concrete maatregelen voor het centrum van de stad. 1 miljoen euro voor studies is ook veel te weinig. Wij vinden geen concrete budgettaire engagementen om de

leefkwaliteit in het centrum van de stad te verbeteren.

Om al die redenen zal de Ecolo-Groenfractie deze begroting niet steunen.

[...]

M. le Bourgmestre.- La parole est à M. Close.

M. Close, échevin.- Monsieur Fassi-Fihri, nous avons maintenu les services à la population dans un budget maîtrisé.

Les amortissements pour 2014 figurent aux pages 41 et 42. Nous pouvons y joindre le tableau reprenant les amortissements jusqu'en 2024. Malgré la norme SEC 95, les amortissements continueront de courir sur les prochains exercices. Nous souhaitons poursuivre nos investissements tant que cela nous est encore possible, même si nous restons prudents.

Le problème de l'IPP nous est connu. L'augmentation de la taxe sur les bureaux résulte de l'élargissement de l'assiette. Cette taxe ne décourage pas les entreprises qui souhaitent s'établir à Bruxelles.

La taxe sur les spectacles a été supprimée en 2014, cela pour toutes les salles, y compris l'Ancienne Belgique ou le Cirque Royal, et pour tous les événements (pas uniquement ceux de la Ville, donc). Elle ne nous semblait pas efficace, car si elle rapportait 200.000 €, elle a aussi fait l'objet de nombreux litiges.

La taxe sur les jeux est de compétence régionale. Le montant de 3,5 millions correspond à une redevance payée par le casino du Centre Anspach ; ce n'est donc pas une taxe.

S'agissant des magasins de nuit, les taxes sont de mieux en mieux enrôlées, compte tenu des contrôles qui ont été renforcés. Une nouvelle législation est en cours d'élaboration au pouvoir fédéral.

Une suppression de la taxe sur les banques ne me semblerait pas pertinente.

Il n'est pas normal que seules 174 personnes soient enregistrées comme

propriétaires d'une seconde résidence. Des vérifications doivent être faites en la matière.

Les sanctions administratives génèrent, effectivement, des coûts (cellule ad hoc, frais de huissier, frais postaux). L'intention du législateur n'a jamais été de faire de ces sanctions une source de recettes pour les communes. Leur premier objectif est de lutter contre les incivilités. Bruxelles est pionnière en la matière. La cellule vient d'être créée et les coûts n'ont pas encore été estimés.

L'augmentation tarifaire appliquée à la délivrance des documents d'identité ne fait que répercuter celle appliquée par le pouvoir fédéral. Bruxelles figure parmi les communes de la Région bruxelloise les moins chères en la matière.

La taxe sur les bureaux rapporte 29 millions € et permet donc de financer bon nombre d'infrastructures.

Concernant la réforme de l'ONSSAPL, notre politique consiste à remplacer chaque fonctionnaire par un autre, cela tant que nous le pourrons.

Nous comptons absorber le boom démographique par des provisions et un budget en équilibre.

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, mag ik even in het kort iets toevoegen? In verband met het personeelsplan is het de bedoeling om op langere termijn een inzage te hebben in het verloop van het personeel en de kosten die daaraan gekoppeld zijn. Het is een gewoon een informatieve tool die bijvoorbeeld op het federale niveau gebruikt wordt om een zicht te hebben op het verloop van het personeel en de financiële impact ervan.

M. Close, échevin.- Nous ne savons pas si les autres communes joueront le jeu dans le cadre de la réforme ONSSAPL. Nous voulons y croire et, donc, procéder à des nominations. Mais si la majorité des communes du pays décident de ne pas s'inscrire dans ce système, le nombre de cotisants deviendra insuffisant. Je ferai tout mon possible pour que le taux de responsabilisation de la Ville soit

supportable. La pyramide des âges nous protège quelque peu.

L'augmentation des honoraires (avocats, huissiers...) est due à la TVA de 21 % qui est désormais d'application.

Les subsides de Bravvo augmentent, mais parallèlement aux recettes.

S'agissant du centre administratif, seuls les investissements urgents et indispensables ont été inscrits, compte tenu du prochain déménagement dudit centre.

[...]

M. le Bourgmestre.- La parole est à Mme Nagy.

Mme Nagy.- Je souhaiterais intervenir sur le volet de la comptabilité énergétique. Des engagements avaient été pris lors de la précédente législative, à la suite d'une motion dont j'étais à l'origine. Ils consistaient à organiser un suivi des consommations énergétiques à des fins écologiques et économiques. Or ladite comptabilité énergétique n'apparaît pas dans les documents qui nous ont été remis. Pourquoi ?

En matière d'urbanisme, je perçois un certain immobilisme. Les investissements sont reportés sur les prochains exercices. Or la Ville bouge. Il manque une vision d'ensemble de son développement urbanistique. Il suffit de regarder une vue aérienne de l'avenue Bruyn pour constater les dégâts. Par exemple, le centre sportif de Neder-over-Heembeek a été planifié sans que soient prévus des aménagements tenant compte de l'afflux de population dans cette zone.

En matière d'emploi, je ne vois guère d'augmentation des budgets. Il n'est fait allusion qu'à un bus de l'emploi dont le fonctionnement sera assuré par la Mission locale pour l'emploi. Or cette dernière est déjà surchargée de demandes... De quels moyens de fonctionnement, hors Mission locale, disposez-

vous pour le fonctionnement de votre bus ?

[...]

M. le Bourgmestre.- La parole est à Mme Lemesre.

Mme Lemesre, échevine.- Je remercie les conseillers de l'intérêt qu'ils portent aux questions d'emploi et de commerce.

Dans son programme de législature, la majorité a eu à cœur d'accorder une place importante au développement quantitatif et qualitatif de l'offre commerciale sur le territoire de la Ville, en s'engageant notamment sur le dynamisme des services de l'autorité publique. Je songe au chantier important de remise en place d'une administration dédiée aux affaires économiques. Mais cela prend du temps. Les procédures, la constitution d'un cadre, tout cela est réalisé en étroite collaboration avec les services du personnel.

Des projets ont déjà été concrétisés : révision complète du règlement sur l'occupation des marchés, création d'un marché gourmet, nomination d'un jury de sélection pour les marchés spécialisés, finalisation des terrasses du marché au poisson, calèches sur la Grand-Place, amélioration de la signalétique des galeries du Centre et des galeries Bortier. Nous avons contacté les associations commerçantes pour les redynamiser et soutenir leurs initiatives, autant de domaines qui étaient en friche.

Une étude sur le schéma de développement commercial a visé, dans un premier temps, l'hypercentre (Saint-Jacques, Grand-Place, rue Neuve, axe rue Neuve- de Brouckère – Anneessens – Bourse). Notre objectif est de recevoir des recommandations opérationnelles pour exploiter au mieux le potentiel de développement et garantir une revitalisation de ces lieux. Les aménagements

passés n'avaient pas assez tenu compte du fait qu'étaient visées des artères commerçantes. La « Rambla » du bas de la gare Centrale en est un triste exemple. Un tel aménagement n'a aucun sens, car cette artère n'est pas bordée de commerces. Le nouveau Collège souhaite intégrer cette réflexion, en amont, dans une dynamique de réaménagement et de requalification des espaces publics. C'est pour cette raison qu'il s'est doté de ce schéma de développement commercial. Il nous fournira un cadastre exhaustif des commerces, une cartographie des typologies commerciales et des pôles commerciaux existants ou à créer ; il analysera l'impact des projets commerciaux en cours de développement. Nous disposerons ainsi d'une information centralisée, claire, rapide et utile, tant pour l'autorité publique que pour les investisseurs. Il a été proposé d'acquérir un outil informatique performant, répondant à cette triple vocation : instrument de gestion, de planification et d'évaluation, plate-forme internet pour stimuler l'investissement commercial, outil de communication.

La Ville ne se vend pas assez sur la scène internationale pour attirer les grandes enseignes et offrir un meilleur mix commercial en son centre et, surtout, en son hypercentre. Un budget est également affecté à la mise en œuvre d'un label de qualité, pour rappeler aux commerçants combien ils doivent être fiers d'être présents à Bruxelles.

Un budget a été inscrit pour les commerces de proximité : 30 % des montants engagés par le commerçant pour l'ouverture, la transformation, l'agrandissement ou l'amélioration de l'offre (avec un maximum de 5.000 € par commerce). Nous avons prévu une prime à l'embellissement des façades commerciales (100.000 €). Pendant plusieurs décennies, le laisser-faire a été de mise en matière urbanistique. Le résultat en est la défiguration de nombreuses artères par des enseignes inesthétiques qui masquent les façades. Une enveloppe de 300.000 € sur un plan triennal (100.000 en 2014) sera à même d'aider un minimum de

100 commerces.

Les illuminations de fin d'année ont permis de mettre en valeur des artères au-delà du parcours des Plaisirs d'Hiver. Pour les prochaines années, cette mesure sera encore étendue.

Conformément à l'engagement pris dans l'accord de majorité de soutenir et renforcer la diversité, l'originalité et la qualité de l'offre commerciale sur le territoire, le quartier Congrès sera analysé comme projet pilote dans le cadre d'une collaboration avec la Régie foncière. Cette zone compte de nombreux espaces commerciaux appartenant à la Ville, dont certains sont vides. Nous avons créé une structure commerciale, « Entreprendre@Brucity » répondant à l'évolution d'Atrium en tant qu'agence régionale du commerce. Les commerçants sont demandeurs, car ils s'inquiètent de la suppression des antennes locales et du peu d'engagement du pouvoir communal au cours des douze dernières années. Cette structure permettra de renforcer encore les liens avec les commerces.

Un entrepreneur qui réussit, c'est de l'activité économique qui se crée. Un centre d'entreprises existe déjà à Bruxelles. Le centre Dansaert crée pour le candidat entrepreneur les conditions favorables à la mise en route de son activité. *Job Yourself* propose un accompagnement aux personnes peu qualifiées qui souhaitent s'établir comme indépendants.

Il est évident que l'action menée par le CPAS en soutien aux entreprises sera menée avec la Ville de Bruxelles. Nous devons instaurer des complémentarités entre tous les outils dont nous disposons. Le département du tourisme a pris en charge une partie du commerce, et le CPAS, une partie du volet économique. Nous souhaitons recréer un département de l'économie en regroupant, de manière cohérente, l'ensemble de ces outils, en jetant des passerelles au profit de

la Ville, de ses habitants et de ses demandeurs d'emploi.

J'en viens à la politique de l'emploi. Avec 17.000 chômeurs, dont 70 % sans qualification, il faut instaurer des systèmes de formation en lien avec les politiques régionales et communautaires, et en collaboration avec le département de l'instruction publique. La Ville dispose d'un outil remarquable, à savoir les écoles de promotion sociale. L'école des Arts et Métiers et ses centres de technologie avancée bénéficient d'ailleurs d'un budget considérable à l'extraordinaire. Vous avez pointé l'absence d'augmentation budgétaire en 2014 pour les outils de l'emploi de la Ville de Bruxelles. En effet, un budget extraordinaire avait déjà été alloué au « bus emploi » que vous semblez mépriser. Je vous fixe rendez-vous au premier trimestre de l'année prochaine pour constater les résultats de ce dispositif visant le rapprochement avec les demandeurs d'emploi.

Avec un budget qui n'a pas augmenté, je devrai faire preuve d'imagination et rechercher des collaborations avec la mission locale, l'ALE, Tracé et Actiris, mais aussi avec des partenaires privés comme Comeos et les fédérations horeca. Les centres de référence comme Horeca Be Pro sont intéressés à participer à cette expérience de bus qui sillonnera nos quartiers.

Les 300.000 € de subsides à la Maison de l'emploi et de la formation serviront à définir ses nouvelles missions, lesquelles doivent être centrées sur l'information. La Maison de l'emploi ne doit pas être un centre de formation : la formation doit être la mission prioritaire de nos écoles, de Bruxelles Formation et de la Mission locale. La nouvelle Maison de l'emploi devra être un observatoire, un centre d'information et de concertation, et une cellule d'appui. À cette fin, une cellule d'accueil sera créée, avec un numéro vert qui permettra aux chercheurs d'emploi de s'orienter au travers des différentes institutions et associations actives dans le secteur de l'insertion socioprofessionnelle. Des brochures pratiques et adaptées

permettront aux personnes concernées de s'orienter dans les phases de leurs recherches.

La Mission locale accuse un passif de 800.000 € envers l'ONSS ! Il est difficile de lancer de nouvelles politiques dans un tel contexte. Vos critiques sont parfois cruelles. Lorsque l'on reprend une compétence, il faut d'abord assainir le fonctionnement de certaines équipes et apurer les dettes. Des montants de 140.000 € en 2013 et de 200.000 € en 2014 ont déjà été affectés à l'apurement de ces dettes envers l'ONSS qui freinent le fonctionnement de ladite Mission locale. Nous avons également dégagé 400.000 € sur fonds propres, sous la forme d'un prêt, pour le remboursement de ladite dette. Un long travail de recherche nous a permis de récupérer des subsides qui nous étaient dus et de rembourser le prêt dont question.

Un partenariat est en cours d'élaboration entre la Mission locale et le Port de Bruxelles pour la mise au travail des PTP.

Ainsi, des structures qui ont souffert reprennent vigueur. Un plan vous sera progressivement présenté, mais un inventaire préalable des demandeurs d'emploi et des offres de formation est indispensable. Nos politiques devront s'articuler avec celles de la Région et d'Actiris.

[...]

Mevrouw Ampe.- Mijnheer de burgemeester, de heren Dhondt, Maingain en mevrouw Milquet hebben er zich alle drie over verbaasd dat er een nieuwe visie over mobiliteit is.

Ik begrijp dat die nieuwe visie hen een beetje in de war brengt want ze waren jarenlang de mening toegedaan dat er over mobiliteit slechts twee visies mogelijk waren, namelijk alle auto's moeten weg of alle auto's mochten de stad

doorkruisen en men moet met de auto tot aan de dorpel van de deur kunnen rijden.

De nieuwe visie van het College betekent een breuk met het verleden.

Nous voulons le changement pour tous les Bruxellois et une amélioration de la situation pour tous les usagers de la route. Monsieur Maingain, je comprends votre difficulté à partager notre vision de la mobilité. S'agissant de la touche libérale, les taxes sur le parking et les bornes de recharge destinées aux véhicules électriques ont été supprimées. Nous encourageons donc les entreprises à installer de telles bornes.

Mijnheer Dhondt zegt dat er stilstand is. Ik kan vijf bladzijden maatregelen

opsommen die wij hebben genomen op het vlak van mobiliteit en openbare werken, maar ik zal mij beperken tot de belangrijkste, want het zou te lang duren.

Voor wat de fiets betreft, dat zal hem zeker interesseren, hebben wij 100 extra fietsrekken geplaatst uitsluitend in de buurt van de verkeersvrije zone, de *zone de confort*, rondom de Grote Markt. Wij hebben dat gedaan op basis van een bevraging bij heel wat Brusselaars.

Die mensen hebben deelgenomen aan een online-enquete . Ze hebben daarbij aangegeven op welke plaatsen er nog fietsrekken nodig waren. Wij hebben de plaatsen met de meeste stemmen geselecteerd en er 100 bijkomende rekken geplaatst. Dat stemt overeen met 200 extra staanplaatsen voor fietsen. Wij hebben ook voorzien in 20 extra fietsboxen. Dat zijn overdekte en veilige staanplaatsen voor fietsen. Hier is er dus zeker geen sprake van een stilstand.

Ook voor de voetgangers zijn er maatregelen genomen. De vreselijke oversteekplaatsen van het Muntplein naar de Nieuwstraat en naar de Kleerkoperstraat , waar dagelijks duizenden voetgangers passeren, zijn herschilderd met nog een duidelijkere markering in het rood, met het oog op een grotere veiligheid en een betere zichtbaarheid van de voetgangers.

De stad Brussel heeft ook heel wat gedaan voor de taxi's. Zo zijn de busbanen nu opengesteld voor de taxi's en hebben ze extra standplaatsen gekregen, bijvoorbeeld aan het Centraal Station en in de Auguste Ortsstraat.

Voor de auto en het openbaar vervoer is de situatie verbeterd. Denk aan de Wetstraat. Ik denk bijvoorbeeld ook aan ons mobiliteitsplan rond *Winterpret* waardoor heel wat autobestuurders de binnenstad hebben gemedend. Tot nu toe hebben 1500 mensen, en het weekend moet nog komen, hun auto geparkeerd in een parking buiten de Vijfhoek. Die mensen hebben van de stad een gratis ticket gekregen om met het openbaar vervoer naar *Winterpret* te gaan.

Ik besef ook wel dat die maatregelen niet zaligmakend zijn en dat er nog heel wat kan worden verbeterd.

Les personnes qui garent leur véhicule à cet endroit sont, à 90 %, des habitués de la voiture qui n'utilisent jamais les transports en commun. C'est donc un succès. J'y vois une amélioration remarquable, laquelle a été rendue possible grâce à une collaboration avec la STIB, Interparking, Leonidas et BME.

Er is dus absoluut geen stilstand. Ook niet wat betreft de circulatieplannen. Jullie denken dat wij ons beperken tot studeren. Ik kan u verzekeren dat wij zowel studeren als actie ondernemen. We zijn bezig met een circulatieplan voor de Vijfhoek.

Il est exact que nous sommes en phase d'étude, mais des actions seront prises très rapidement : au printemps 2014, nous recevrons un projet de plan de circulation pour le Pentagone. Et cela ne va pas dans tous les sens ! Notre objectif est d'instaurer une route de guidage vers les parkings publics et de diminuer le trafic de transit en ville. Nous voulons que ceux qui circulent en voiture soient ceux dont la destination est le Pentagone, pour le shopping ou la visite des lieux intéressants, ou simplement parce qu'ils y habitent.

Op dat vlak is de stad Brussel altijd zeer duidelijk geweest. We hebben ook altijd gezegd dat een deel van de centrale lanen verkeersvrij zou worden. Er is geen sprake van een studie die zou onderzoeken of het al dan niet mogelijk is om dat te doen. Wij hebben al beslist dat dit wel mogelijk is. In het bestuursakkoord staat dat een deel van de centrale lanen verkeersvrij zal worden zonder meer. Het is nu aan het mobiliteitsplan om de routes te creëren die dat mogelijk zullen maken.

S'agissant des autres quartiers, nous exécutons déjà des phases tests, comme à Haren ou à Laeken. Des plans de circulation seront définis pour tous les

quartiers, mais il est impossible de les lancer tous ensemble.

Monsieur Oberwoits s'interroge sur les mesures budgétaires concrètes prises en 2014. Le budget à l'extraordinaire destiné à la mobilité augmente de 51 %. Pour les travaux publics, la hausse est de 12 %, passant de 13 à 15 millions €. Ce budget sera consacré à la réfection ou l'entretien de nombreuses artères de notre Ville. Ces travaux reposent sur une juste analyse des voiries de l'ensemble de notre réseau. Nous avons parcouru toutes les rues de Bruxelles pour en constater les besoins : asphaltage, trottoirs, parkings, éclairage... Nous en avons conclu qu'une augmentation budgétaire était indispensable. Ce plan de rénovation court sur 12 ans. Un montant de 2 millions € a été inscrit pour le réasphaltage des voiries, soit une augmentation de 1 million par rapport à 2013. Le budget affecté aux travaux de façade à façade reste identique, soit 2,5 millions €.

En outre, un montant considérable a été inscrit pour le mobilier urbain, à savoir 1,1 million €, cela pour améliorer la qualité de vie et le confort des habitants dans la Ville. Nous nous inscrivons également dans une politique cycliste durable. Ainsi, des arceaux et des abris à vélos supplémentaires seront installés. Nous élaborerons un parcours cycliste destiné aux enfants pour les stimuler, dès leur plus jeune âge, à la pratique du vélo.

900.000 € du budget consacré au mobilier urbain seront utilisés pour l'installation de potelets automatiques supplémentaires dans la zone piétonne. Il s'agira de nouvelles bornes rétractables visant à protéger le caractère exceptionnel de ce quartier.

Dans le budget de la mobilité, une grande attention a été accordée aux usagers faibles : 20.000 € ont été inscrits pour l'achat de vélos destinés aux écoles bruxelloises. L'objectif est de donner aux plus petits la chance d'apprendre, à l'école, à rouler à vélo.

Le prochain plan de circulation dans le Pentagone fera l'objet d'une première proposition au printemps 2014. Un montant de 100.000 € sera affecté à un plan d'information et de communication auprès des Bruxellois.

M. le Bourgmestre.- La parole est à M. El Ktibi.

M. El Ktibi, échevin.- Madame Nagy, vous aurez constaté que nous avons consenti de gros efforts.

Depuis deux ans, le monitoring des consommations énergétiques est opérationnel, mais il s'agit d'un système de comptabilisation classique qui se fonde sur les factures et qui requiert du temps. Le rapport final ne nous sera remis qu'en mars 2014, et je vous en communiquerai les détails. Par rapport à 2012, les économies s'élèvent à environ 100.000 €.

Le Collège a décidé d'innover et d'investir dans un nouveau système informatique équipé d'un logiciel qui nous permettra de mesurer la consommation en temps réel. La mise en œuvre de ce système est prévue en 2014. Elle sera couplée à une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie. Une part importante du budget sera consacrée à l'isolation des toitures des bâtiments les plus énergivores, essentiellement scolaires. Une septantaine d'entre eux sont concernés.

L'achat groupé permettra de réduire le montant des factures énergétiques.

M. le Bourgmestre.- La parole est à M. Coomans de Brachène.

M. Coomans de Brachène, échevin.- J'ai entendu à plusieurs reprises que nous manquerions d'un plan global en matière d'urbanisme. Cela m'a surpris, car il importe de considérer la Ville dans la richesse de sa diversité. Loin de moi l'idée de comparer Haren avec le quartier européen. La Ville est plurielle.

Dans ce budget, nous avons inscrit l'élaboration d'un PCD actualisé, lequel

répondra à vos remarques. Il importe d'avoir une vision globale des grands ensembles urbanistiques de notre Ville, mais la cité doit aussi être considérée quartier par quartier. Dans cette optique, nous finalisons le schéma directeur pour Haren. Il sera prochainement soumis à enquête publique. Nous planchons sur un PPAS Da Vinci pour le sud de Haren, l'objectif étant de relancer le volet économique. Monsieur Ceux, vous apprécierez le fait que nous avons lancé un nouveau plan directeur pour Neder-over-Heembeek. La réflexion sur le quartier européen se poursuit.

S'agissant de Tour & Taxis, si vous n'aviez pas accordé de permis, la situation serait totalement différente. Désormais, nous sommes obligés de transiger et de faire des concessions.

Dans le centre-ville, plusieurs projets majeurs sont en cours et bénéficient de budgets considérables. Ainsi, un montant de 300.000 € a été inscrit pour l'étude sur le réaménagement de la place du Grand Sablon, intégralement subsidié. Citons également le PPAS pour l'Îlot Sacré. Je rappelle qu'une étude est obligatoire avant tout lancement concret de projet.

J'entends vos critiques autour du monument à 't Serclaes. Ce dossier me tient à cœur, car il s'agit de la deuxième statue la plus connue de Bruxelles. En réalité, ce sont trois œuvres que nous allons restaurer. Ce projet est subsidié à 80 %, mais je reste prudent, s'agissant d'un budget de près d'un demi-million. Tous les touristes passent devant la copie de cette œuvre. La CRMS nous a remis une proposition très intéressante : réaliser une copie de la statue actuelle et garder l'original à l'Hôtel de Ville. Le troisième volet concerne le plâtre d'origine, que nous souhaitons restaurer et mettre en lieu sûr. Selon moi, ce dossier sera emblématique en matière de patrimoine.

La Ferme Den Bels fait, effectivement, l'objet d'une étude d'avant-projet de ferme pédagogique. Nous avons opté pour la prudence, car il s'agit d'un bâtiment classé qui exigera une étude complémentaire en 2014, raison pour laquelle nous avons reporté le projet à un prochain exercice.

J'en viens aux accès aux étages et achats de terrains. Il est exact qu'aucun budget n'y est plus consacré. Pour les accès aux étages, en effet, ces budgets étaient très peu utilisés (120.000 €). Nous réexaminerons la situation en fin d'année. En cas de demandes, nous envisagerons des corrections budgétaires.

S'agissant du budget affecté à l'achat de terrains, il nous a semblé préférable de le consacrer aux études urbanistiques (350.000 €) préalables aux grands projets que nous souhaitons lancer.

Désormais, une enveloppe de 500.000 € nous permettra de réaliser rapidement les travaux urgents dans certains bâtiments publics.

Un budget a été inscrit pour le déménagement du centre administratif et de la police de Bruxelles. J'ai souhaité globaliser ces deux dossiers, car ils sont tous deux prioritaires. Le centre administratif se trouve dans un état d'abandon avancé et un montant de 850.000 € est encore nécessaire à sa maintenance, même si un déménagement est prévu dans les quatre ans. Un montant de 500.000 € a été inscrit pour une assistance juridique et technique liée au nouveau bâtiment.

Monsieur Ceux, un budget a été prévu pour la rue des Bouchers, mais à l'exercice 2015. D'ici là, nous devons obtenir le permis et réaliser les études. Le projet pour la rue Marché-aux-Herbes est inscrit en 2016 et celui de la place « Agora », en 2017. Ces dossiers sont extrêmement complexes et exigent des

études d'incidence.

Mevrouw Persoons.- Mijnheer de burgemeester, er zijn vragen gesteld over de wijkcontracten.

Er is een nieuw wijkcontract. Met Bockstael zitten we in het eerste jaar en is het basisprogramma afgesloten. Nu hebben we een nieuw contract voor volgend jaar.

Het is de eerste keer in de geschiedenis van de stad Brussel dat we twee contracten na elkaar hebben. Dat stemt ons bijzonder tevreden.

Misschien nog een kleine aanvulling bij het antwoord van schepen Hariche over de Nederlandstalige school. We kunnen daar momenteel nog niet veel over zeggen omdat het niet eenvoudig was om in de Vijfhoek een site te vinden die groot genoeg is om er een school op te bouwen en betaalbaar is. Alles is er gewoon volgebouwd en de grond is er ontzettend duur.

We hebben nu een site op het oog. We zeggen niet waar die precies gelegen is omdat we de prijs niet willen opdrijven tijdens de onderhandelingen met de eigenaar. We kijken samen met de Vlaamse Gemeenschap en met de VGC hoe we een financiële constructie kunnen uitbouwen om alles betaalbaar te houden. Ik beklemtoon dat er in dit College de duidelijke wil is om een nieuwe Nederlandstalige school op te richten in de Vijfhoek.

[...]

De heer Dhondt.- Mijnheer de burgemeester, ik wil nog iets zeggen over enkele posten in het budget, bijvoorbeeld over de belasting op de niet-hoofdverblijfplaats.

Wat betreft de belasting op de netheid wil ik even specificeren dat wij niet gekant zijn tegen de belasting op zich, maar wij kijken uit naar een daling van die belasting omdat dat de weergave zou zijn van het feit dat het beleid effectief

werkt en dat er minder vervuild wordt. Daarom dringen wij erop aan dat er naast het repressieve beleid ook een preventiebeleid wordt ontwikkeld. Op dat vlak heb ik nog geen nieuwe initiatieven horen aankondigen.

Anderzijds ben ik blij met de nieuwe automatische paaltjes die mevrouw Ampe heeft aangekondigd. Ik merk tevens dat schepen Ampe het beleid van Gewest, namelijk meer investeren in fietsmogelijkheden voor kinderen, overneemt en dat verheugt mij uiteraard.

Wat betreft het mobiliteitsplan voor *Winterpret* wil ik toch even in herinnering brengen dat dit al jaren een vraag was van de Ecolo-fractie in deze gemeenteraad. Vorig jaar hebben we dat opnieuw op de tafel gelegd. We hebben gezegd dat het een goede zaak is dat er eindelijk een mobiliteitsplan is. Ik hoop echter dat er meer dan 1500 mensen gebruik van zullen maken. Op een bezoekersaantal van 1,5 miljoen is dat nog maar een peulschil, namelijk 0,1%. We zijn er dus nog lang niet.

Ik woon in Sint-Goriks. Ik passeer er dus elke dag en wordt er ook elke dag geconfronteerd met de overlast van *Winterpret*. *Winterpret* mag er zijn, maar er zijn nog altijd veel te veel mensen die met de auto naar het centrum van de stad rijden. Die situatie is niet houdbaar.

Ik eindig met een woordje over de stilstand. Als het College nog niet eens voor een periode van vier weken de guts heeft om in te grijpen en het Beursplein verkeersvrij te maken, terwijl er daar dagelijks toch 100.000 mensen passeren, en als ik zie dat er slechts één miljoen in de begroting is ingeschreven voor studies - de burgemeester heeft er nog eens de nadruk op gelegd - dan blijf ik erbij dat er stilstand is. Men is nog geen meter vooruitgegaan op het vlak van de heraanleg van de centrale lanen.